

Référence locataire :

**ENQUETE SUR L'OCCUPATION DES LOGEMENTS SOCIAUX ET POUR  
L'ETABLISSEMENT DU SUPPLEMENT DE LOYER DE SOLIDARITE**

La communication des informations ci-dessous est strictement obligatoire.

**La loi vous fait obligation de répondre dans le délai d'un mois. A NOUS RETOURNER AVANT LE 16 NOVEMBRE 2023**

Remarque importante : à défaut de réponse, le bailleur est contraint d'appliquer un supplément de loyer provisoire correspondant au supplément de loyer maximum majoré de frais de dossier.

**PERSONNES OCCUPANT LE LOGEMENT (au 1<sup>er</sup> JANVIER 2024)**

① LOCATAIRE signataire du bail	② CONJOINT (pour les personnes mariées, pacsées ou en concubinage)
Titre : M. <input type="checkbox"/> Mme <input type="checkbox"/>	Titre : M. <input type="checkbox"/> Mme <input type="checkbox"/>
Nom : .....	Nom : .....
Nom de jeune fille : .....	Nom de jeune fille : .....
Prénom : .....	Prénom : .....
Né(e) le : ..... Tél : .....	Né(e) le : ..... Tél : .....
Email : .....	Email : .....

**③ Autre signataire du bail**

Titre : M.  Mme  Nom : ..... Nom de jeune fille : .....  
Prénom : ..... Né(e) le : ..... Tél : .....

**④ ENFANT(S) ET AUTRE(S) OCCUPANT(S) DU LOGEMENT (1)**

Nom	Prénom	Né(e) le	Lien de parenté avec l'un des signataires du bail	A charge, au sens fiscal, d'un des signataires du bail (2)
		Jour mois année		
.....	.....	_ _   _ _   _ _ _ _ _	.....	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
.....	.....	_ _   _ _   _ _ _ _ _	.....	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
.....	.....	_ _   _ _   _ _ _ _ _	.....	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
.....	.....	_ _   _ _   _ _ _ _ _	.....	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
.....	.....	_ _   _ _   _ _ _ _ _	.....	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
.....	.....	_ _   _ _   _ _ _ _ _	.....	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
.....	.....	_ _   _ _   _ _ _ _ _	.....	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>

Une ou plusieurs des personnes vivant au foyer sont-elles titulaires d'une carte mobilité inclusion portant la mention invalidité ?  
Oui  Non

Une des personnes occupant le logement bénéficie-t-elle du minimum vieillesse ou de l'allocation de solidarité aux personnes âgées ?  
Oui  Non

(1) Les enfants faisant l'objet d'un droit de visite et d'hébergement ou d'une garde alternée sont à mentionner dans cette liste

(2) Les personnes à charge au sens fiscal sont celles qui figurent sur l'avis d'imposition et les enfants nés en 2023

TOURNEZ SVP



⑤ SITUATION PROFESSIONNELLE DES OCCUPANTS MAJEURS (18 ans et plus) DU LOGEMENT								
Cochez une case pour chaque personne	CDI ou fonctionnaire	CDD, stage, intérim	Artisan, commerçant, prof. libérale	Chômage	Apprenti	Etudiant	Retraité	Autre
	Locataire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Conjoint-concubin	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Colocataire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres adultes vivant au foyer								
.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

⑥ ALLOCATIONS OU AUTRES RESSOURCES PERCUES							Merci d'inscrire le montant mensuel net	
	Allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA)	Allocation supplémentaire invalidité	Revenu de Solidarité Active (RSA)	Allocation Adulte Handicapé (AAH)	Autre Allocation (précisez)	Prime d'activité		
Locataire	Mt : _____	Mt : _____	Mt : _____	Mt : _____	Mt: _____	Mt: _____		
Conjoint	Mt : _____	Mt : _____	Mt : _____	Mt : _____	Mt: _____	Mt: _____		
Colocataire	Mt : _____	Mt : _____	Mt : _____	Mt : _____	Mt: _____	Mt: _____		
Autres personnes vivant au foyer								
	Mt : _____	Mt : _____	Mt : _____	Mt : _____	_____	_____		

**Je soussigné(e), certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus.**

**Date :** \_\_\_\_\_ **Signature :** \_\_\_\_\_

Joindre impérativement à la présente déclaration :

- 1 - Photocopie de toutes les pages de votre avis d'imposition ou de non-imposition 2023 sur les revenus 2022 (ne pas nous adresser votre déclaration de revenus).  
*Si votre revenu a baissé d'au moins 10 % par rapport à l'année 2022, fournir également toutes pièces justificatives pour les 12 derniers mois, telles que bulletins de salaire, attestations Pole emploi.*
- 2 - Le cas échéant, les photocopies des avis d'imposition ou de non-imposition 2023 sur les revenus 2022 de toutes les personnes (ascendants, descendants, autres) vivant au foyer et qui ne figurent pas sur l'avis d'imposition du locataire.
- 3 - Le cas échéant, la photocopie de la **carte « mobilité inclusion » portant la mention « invalidité »** des personnes vivant au foyer.
- 4 - le cas échéant, si des **enfants en droit de visite ou d'hébergement ou en garde alternée** vivent dans votre foyer, merci de nous faire parvenir les documents justifiant de cette situation.
- 5- En cas de changement de votre situation familiale par rapport à celle qui figure sur l'avis d'imposition, photocopie des pièces justificatives.
- 6- **En cas de changement de votre situation familiale entre la date de réception de ce questionnaire et le 1<sup>er</sup> Janvier 2024, il conviendra de nous le signaler et de nous adresser les justificatifs.**

Protection de vos informations

La présente enquête présente un caractère obligatoire en application de l'article L.442-5 du Code de la construction et de l'habitation.

Elle permet : d'apprécier si vos ressources ont évolué, et d'appliquer si nécessaire un supplément de loyer dit « de solidarité, d'analyser l'occupation du parc social. Vous êtes tenu(e) d'y répondre et de communiquer les documents demandés dans le délai d'un mois, faute de quoi vous serez redevable des pénalités financières prévues à l'article précité, sauf s'il est établi que des difficultés particulières ne vous ont pas permis de satisfaire à cette obligation.

Vos informations font l'objet d'un traitement informatique, placé sous la responsabilité de Bâtir et Loger située au 15 rue de Bérard, BP 157, 42004 ST ETIENNE CEDEX 1, représenté par son Directeur, Monsieur Franck GARCIA.

Elles sont à l'attention exclusive des personnels habilités de Bâtir et Loger chargés du calcul du supplément de loyer de solidarité et de l'analyse du parc social, mais peuvent exceptionnellement être portées à la connaissance de tiers autorisés à les contrôler (comme l'Agence Nationale de Contrôle du Logement Social – ANCOLS). Une fois anonymisées, vos informations sont par ailleurs transmises au préfet pour permettre d'alimenter un rapport statistique adressé annuellement au Parlement. Les renseignements statistiques issus de cette enquête peuvent également être transmis aux organismes listés à l'article précité.

Bâtir et Loger conserve vos informations jusqu'au renouvellement de l'enquête, puis les archive en toute sécurité pendant 5 ans en cas de contrôle.

Vous disposez des droits suivants sur vos informations : droit d'y accéder et d'en obtenir copie, droit de les rectifier ou de les effacer sous certaines conditions. Vous disposez également d'un droit à la limitation du traitement de vos informations, ainsi que du droit de définir des directives sur le sort de vos informations en cas de décès. Pour exercer tout ou partie de ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la protection des données de Bâtir et Loger à l'adresse suivante : [dpo@batiretloger.com](mailto:dpo@batiretloger.com). A l'occasion de l'instruction de votre demande, un justificatif d'identité pourra vous être demandé. Enfin, si vous estimez, après avoir contacté le Délégué, que vos droits sur vos données ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL.